

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de médecine de prévention et de santé
au travail pour le compte de L'ENSAM**

DG25.11

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Objet du marché public	3
Article 2 : Équipe médicale pluridisciplinaire	4
Article 3 : Missions et activités demandées	5
Article 3.1 : Examen médical d'embauche ou d'aptitude	6
Article 3.2 : Examen médical périodique - surveillance médicale simple	6
Article 3.3 : Cas d'inaptitude au poste de travail	6
Article 3.4 : Examen médical de reprise	7
Article 3.5 : Examen médical périodique – surveillance médicale particulière	7
Article 3.6 : Action sur le milieu professionnel (tiers temps)	8
Article 3.7 : Fonctions administratives	10
Article 3.8 : Examen médical à la demande	10
Article 3.9 : Suivi médical post-professionnel	10
Article 3.10 : Sollicitation globale du psychologue	11
Article 3.11 : Sollicitations ponctuelles du psychologue	11
Article 3.12 : Sollicitations ponctuelles de l'ergonome	11
Article 4 : Lieu d'exécution des prestations	11
Article 5 : Modalités d'exécution pratique des prestations	12
Article 5-1 : Convocations et calendrier d'exécution	12
Article 5-2 : Disponibilité et gestion des demandes	12
Article 5-3 : Délais d'exécution	12
Article 5-4 : Obligation de discrétion professionnelle	13
Article 5-5 : Gestion des données médicales	13
Article 5-6 : Protection des données personnelles	13

Préambule

L'Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (l'Ensam) souhaite renouveler la prestation de médecine de prévention au profit de ses personnels actifs.

Article 1 : Objet du marché public

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de médecine de prévention au profit de l'Ensam : établissement unique, coordonné par une direction générale, qui comprend huit campus et trois instituts. L'établissement a un effectif global d'environ 1 100 personnels (enseignants et chercheurs permanents, techniciens et personnels administratifs), auquel s'ajoutent quelques 200 vacataires.

- 11 sites en France
- 1 019 personnels
- 6 000 étudiants
- 10 formations d'ingénieurs accréditées par la CTI (commission des titres d'ingénieur)
- 14 laboratoires et équipes de recherche

Voici la répartition des sites sur le territoire français :

- *Site Aix-en-Provence : campus Aix-en-Provence 88 agent.e.s;*
- *Site d'Angers : campus d'Angers et Institut de Laval 90 agent.e.s au total ;*
- *Site de Bordeaux : campus de Bordeaux 96 agent.e.s ;*
- *Site de Châlons-en-Champagne : campus de Châlons-en-Champagne 88 agent.e.s ;*
- *Site de Cluny : campus de Cluny, Institut de Chambéry et Institut de Chalon sur Saône 117 agent.e.s au total ;*
- *Site de Lille, campus de Lille 96 agent.e.s ;*
- *Site de Metz, campus de Metz 92 agent.e.s ;*
- *Site de Paris, campus de Paris et siège de la Direction Générale 275 agents au total.*

L'exercice de cette médecine de prévention et de santé au travail s'inscrit, notamment, dans le cadre des dispositions juridiques suivantes :

- Code général de la fonction publique ;
- Code du travail, notamment la Quatrième partie (partie législative et partie réglementaire) ;
- Décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

- Décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif aux médecins agréés, aux comités médicaux et commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique et aux congés de maladie des fonctionnaires ;
- Décret n°2009-1546 du 11 décembre 2009 relatif au suivi médical post-professionnel des agents de l'État exposés à un agent cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction ;
- Décret n°2015-567 du 20 mai 2015 relatif aux modalités de suivi médical post professionnel des agents de l'État exposés à une substance cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction ;
- Décret n° 2020-647 du 27 mai 2020 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique ;
- Décret n°2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

Article 2 : Équipe médicale pluridisciplinaire

Afin d'assurer la mise en œuvre des compétences médicales, paramédicales, techniques et organisationnelles nécessaires à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail, le service de médecine de prévention fait appel, en tant que de besoin, aux côtés des médecins du travail et des infirmiers en santé au travail, à des professionnels de la santé au travail ou à des organismes possédant des compétences dans ces domaines. Il dispose de l'appui d'un secrétariat.

Ainsi, conformément aux dispositions juridiques suscitées, et en application notamment de l'article 10 du décret n°82-453, les prestations objet du présent marché devront être réalisées par une équipe médicale pluridisciplinaire comprenant obligatoirement :

- Un ou une médecin du travail ;
- Un ou une psychologue.

Il y aura donc obligatoirement un binôme de travail.

Ce binôme devra s'appuyer sur les compétences d'un.e ergonome en tant que de besoin. Ainsi, l'offre du candidat précisera obligatoirement le ou les ergonomes partenaires de cette équipe pluridisciplinaire. Les modalités d'intervention et d'exécution de ces prestations devront être clairement explicitées dans l'offre du titulaire ; les éventuels surcoûts sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

Cette équipe médicale pluridisciplinaire sera animée et coordonnée par le médecin du travail.

Ce médecin proposera un protocole écrit définissant :

- La composition et l'organisation de l'équipe pluridisciplinaire ;
- Les objectifs et modalités de fonctionnement du service de médecine de prévention ;

- L'organisation des visites.

Ce protocole devra être annuellement mis à jour et communiqué à l'ENSAM et aux sites/campus.

Tout au long de l'exécution du marché, le médecin du travail sera l'interlocuteur privilégié d'Arts et Métiers.

Il devra donner son avis aux directeurs des campus ainsi qu'au directeur général et à la direction des ressources humaines, pour déterminer les moyens du service de médecine de prévention en fonction des missions réalisées. Il travaillera en étroite collaboration avec l'ingénieur hygiène sécurité de l'Ensam, et les conseillers de prévention de chaque campus. Il sera également amené à communiquer avec le médecin coordonnateur de l'Ensam (relai pour les professionnels de la santé et acteur au niveau de la F3SCT rattachée au CSAE).

Il appartient au titulaire dans le cadre du marché, de définir le nombre, la quotité de travail et la qualité du personnel mis en place pour faire face au mieux à ses obligations contractuelles.

En cas d'indisponibilité, pérenne ou temporaire, d'un membre de cette équipe pluridisciplinaire, le titulaire aura l'obligation d'assurer la continuité des prestations, en sollicitant notamment un remplaçant ayant les mêmes compétences. En ce sens, toute modification de la composition de cette équipe pluridisciplinaire en cours du marché devra immédiatement être signalée aux établissements.

Le titulaire doit employer uniquement des personnels compétents et expérimentés dans leurs spécialités. Chaque directeur et directrice des campus, ainsi que le directeur général pourront s'opposer à la présence sur le site de toute personne jugée incompétente ou négligente dans l'accomplissement de ses fonctions, et exiger que le titulaire la remplace immédiatement et ce, sans remise en cause des clauses du contrat.

Les membres de cette équipe pluridisciplinaire ne peuvent en aucun cas obtenir la qualité d'agents de l'Ensam durant l'exécution du présent marché public.

Article 3 : Missions et activités demandées

Les missions confiées à l'équipe médicale pluridisciplinaire sont notamment énumérées aux articles L.4622-2 et suivants du Code du travail.

La mission générale dévolue à l'équipe médicale pluridisciplinaire est de conseiller l'administration de l'Etablissement ainsi que les directions des campus, les agents et leurs représentants. Elle consiste donc à :

- Vérifier l'état de santé des agents ;
- Prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail ;
- Apprécier la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec les conditions de travail liées au poste qu'il occupe ;
- Donner aux agents des conseils sur les risques encourus et la façon de s'en prémunir.

Le médecin du travail peut réaliser, prescrire ou recommander les examens complémentaires nécessaires :

- A la détermination de la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé de l'agent, notamment au dépistage des affections pouvant entraîner une contre-indication à ce poste de travail ;
- Au dépistage d'une maladie professionnelle ou à caractère professionnel susceptible de résulter de l'activité professionnelle de l'agent ;
- Au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage professionnel de l'agent.

La prise en charge financière des frais occasionnés par ces examens incombe à l'employeur.

Dans le respect du secret médical, le médecin du travail informe l'administration de tous risques d'épidémie.

Plus précisément, cette mission s'articule autour des activités décrites ci-après. Elles concernent la surveillance médicale des agents et l'action sur le milieu professionnel.

Article 3.1 : Examen médical d'embauche ou d'aptitude

Une première visite médicale devra être réalisée pour chaque agent en prise de fonctions. Au cours de cette visite, le médecin du travail vérifie la compatibilité entre l'état de santé de l'agent et les caractéristiques de son poste de travail.

Si nécessaire, le médecin ordonnera des examens complémentaires et pourra rediriger vers des médecins spécialistes partenaires.

Article 3.2 : Examen médical périodique - surveillance médicale simple

Le médecin du travail devra réaliser une visite d'information et de prévention tous les 5 ans pour les agents soumis à une surveillance médicale simple.

Les buts de cette visite d'information et de prévention sont :

- Interroger l'état de santé de l'agent ;
- Informer l'agent des risques éventuels auxquels l'expose son travail ;
- Sensibiliser l'agent sur les moyens de prévention à mettre en œuvre ;
- Identifier si l'état de santé de l'agent, ou les risques éventuels auxquels il est exposé, nécessitent une orientation médicale particulière ;
- Informer sur les conditions de suivi de l'état de santé de l'agent.

L'agent peut également demander un rendez-vous directement auprès de la médecine du travail.

Article 3.3 : Cas d'inaptitude au poste de travail

Le médecin du travail devra se prononcer sur les cas d'inaptitude au poste de travail et transmettre à l'administration les éléments permettant un reclassement de l'agent.

Article 3.4 : Examen médical de reprise

Pour tout congé de longue maladie, de longue durée, ou d'un arrêt maladie de plus de 30 jours, le médecin du travail devra réaliser une visite de reprise de fonction. Au cours de cette visite, le médecin du travail vérifie la compatibilité entre l'état de santé de l'agent et les caractéristiques de son poste de travail.

Article 3.5 : Examen médical périodique – surveillance médicale particulière

Les agents soumis à une surveillance médicale particulière devront se voir proposer une visite médicale adaptée à leur situation. Le médecin du travail devra donc définir, pour chaque agent concerné, la fréquence et la nature du suivi que comporte cette surveillance médicale, dont la périodicité ne peut pas être supérieure à 4 ans.

La liste des agents soumis à une surveillance médicale particulière est définie par les textes juridiques susvisés, et est susceptible d'évolution en fonction de la réglementation en vigueur. Le médecin du travail devra donc être à jour de ces évolutions.

Actuellement, cette surveillance médicale particulière concerne :

- les agents en situation de handicap ;
- les femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes ;
- les agents souffrant de pathologies particulières déterminées par le médecin du travail lui-même ;
- les agents occupant des postes présentant des risques professionnels spéciaux et notamment : risque chimique et biologique, rayonnement ionisant et non ionisant etc ;
- les agents affectés à des postes soumis à des examens d'aptitude spécifique.

Des visites intermédiaires devront également être proposées par le médecin du travail.

Recrutement d'un médecin coordonnateur pour l'Etablissement :

En raison de la taille de l'établissement et de son organisation administrative, il est nécessaire qu'un médecin de prévention assure une fonction de « médecin coordonnateur ».

Son rôle fonctionnel au sein d'Arts et Métiers ParisTech consiste en :

- une fonction de conseil auprès de la direction générale et de la formation spécialisée santé sécurité et des conditions de travail (F3SSCT) pour les questions relatives à la médecine de prévention de l'établissement,
- l'animation et la coordination du réseau des médecins de prévention,
- la rédaction de la synthèse des rapports annuels d'activité des médecins de prévention,
- la liaison avec l'Ingénieur hygiène et sécurité de l'établissement,

- la participation aux séances de la F3SCT rattachée au CSAE,
- la participation aux différents groupes de travail en lien avec les sujets abordés et traités dans le cadre des instances de concertation (RPS, cellule de veille et de soutien psychologique...)
- coordonner et participer à la commission de maintien dans l'emploi pour les personnes en situation de handicap et ou gravement malade
- la définition et la participation à l'étude des données relatives aux risques spécifiques à la recherche, les moyens de prévention à préciser et les protocoles de surveillance à mettre en œuvre au sein de l'établissement.

Article 3.6 : Action sur le milieu professionnel (tiers temps)

Conformément aux dispositions réglementaires, le médecin de prévention consacre au moins un tiers de son temps à cette action.

Le médecin du travail intervient ici en qualité de conseiller de la direction, des agents et de leurs représentants en matière :

- d'hygiène et de sécurité des postes de travail, de protection des agents contre l'ensemble des nuisances et des risques d'accident du travail ou de maladie à caractère professionnel et d'évaluation des risques professionnels ; il ou elle participe aux F4SCT. Le médecin coordonnateur participe, quant à lui, à la F3SCT.
- d'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine et donc d'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services et de maintien dans l'emploi des agents.

À ce titre, et en collaboration avec le service concerné de l'établissement, il :

- Procède, par des visites de locaux et des postes de travail, à l'étude du milieu professionnel ;
- Est seul habilité à proposer des aménagements des postes de travail ou de conditions d'exercice des fonctions justifiées par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des agents ;
- Participe à l'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) ;
- Participe à l'établissement de l'arbre des causes des accidents du travail et maladies professionnelles ;
- Participe à des études et enquêtes épidémiologiques ;
- Établit la fiche collective des risques qui doit être annexée au DUERP ;

Le médecin du travail participe aux réunions et travaux de la Formation en matière de Santé, de Sécurité et des Conditions de Travail de chaque campus/site à hauteur d'au moins 3 réunions par campus et par an, dont il ou elle est membre de droit avec voix consultative.

Il rédige :

- Un bilan mensuel, voire trimestriel écrit et transmis à chaque campus (nombres et types d'exams médicaux, actions menées sur le milieu professionnel) ;
- Un rapport annuel d'activités qu'il adresse au Directeur du campus et qu'il présente devant la F4SCT. Le médecin coordonnateur présentera le bilan des campus au Directeur Général de l'établissement et qu'il présente devant la F3SCT.

Ce rapport est remis y compris pour la dernière année d'exécution du marché (il est remis au plus tard le 30 janvier de l'année N+1). Le rapport annuel comprendra les indicateurs demandés par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et reprendra ceux du Rapport Social Unique :

- nombre de visites médicales relatives à la surveillance médicale particulière ;
- nombre de visites médicales à la demande de l'agent ;
- nombre de visites médicales périodiques réalisées ;
- nombre de personnes vues avant exposition par rapport au nombre de personnes exposées ;
- nombre de personnes vaccinées par le médecin du travail ;
- nombre de nouveaux dossiers médicaux ;
- nombre d'attestation d'exposition remises aux agents quittant l'établissement ;
- nombre de fiches de suivi d'exposition reçues par le médecin du travail.

Autres indicateurs proposés :

- Nombre de visites d'embauche ou d'aptitude
- Nombre de visites de reprise

Par ailleurs, le médecin du travail :

- est consulté sur les projets importants de construction ou d'aménagement des bâtiments et sur les modifications importantes apportées aux équipements, susceptibles d'entraîner une modification des conditions de travail ;
- organise l'information et la formation en matière de santé publique ;
- participe à la commission de maintien dans l'emploi pour les personnes en situation de handicap ou en longue maladie ;
- peut participer, à la demande, aux réunions de travail, journées de formation et d'information organisées par l'établissement demandeur ;
- renseigne, à la demande des établissements, toute enquête relative à la santé au travail soumise par les tutelles de l'établissement.

Article 3.7 : Fonctions administratives

Pour chaque agent, l'équipe pluridisciplinaire rédige des conclusions médico-professionnelles et notifie, s'il y a lieu, à l'administration, des propositions d'aménagement de poste de travail ou de conditions d'exercice. Chaque entretien devra donner lieu à un compte rendu écrit transmis à la direction des ressources humaines de l'établissement de rattachement de l'agent.

Le médecin du travail est habilité à proposer des aménagements de postes ou de conditions d'exercice des fonctions en s'appuyant sur les préconisations d'un ergonome. Le titulaire doit proposer une organisation qui permette de satisfaire à cette obligation. Le bilan réalisé par l'ergonome devra être validé par le médecin du travail.

L'original de la fiche de visite détaillée devra obligatoirement être adressé à la Direction des Ressources Humaines de l'établissement concerné. Une copie est remise à l'agent et une autre est conservée par le médecin de prévention dans le dossier médical de l'agent.

Les éventuels résultats des analyses et examens complémentaires seront adressés au médecin du travail qui les communiquera oralement ou par écrit à l'intéressé et les transmettra, si nécessaire, au médecin traitant désigné par l'agent.

Les vaccinations peuvent être effectuées par le médecin du travail dans un but exclusif de prévention des risques professionnels. Ce dernier informe l'employeur de tout risque d'épidémie.

La convocation des agents aux visites médicales s'effectue par le prestataire en coordination avec les services en charge des ressources humaines au sein des campus et de la direction générale, ces visites ont un caractère obligatoire.

Article 3.8 : Examen médical à la demande

Les agents peuvent directement demander à bénéficier d'une visite avec le médecin du travail en dehors des cas précités.

De même, l'administration pourra demander au médecin du travail de recevoir un agent en dehors des cas précités. De manière non exhaustive, c'est par exemple le cas lorsqu'un agent doit réaliser une mission dans un pays à risque, ou au retour de ce pays à risque, où lorsqu'un agent est identifié par sa hiérarchie comme étant en souffrance, détresse psychologique et ou malade.

Article 3.9 : Suivi médical post-professionnel

Le médecin du travail pourra être amené à suivre tout ancien agent de l'Ensam ayant été exposé, dans le cadre de ses fonctions, à un agent cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

Ce suivi médical est de droit, peu importe le motif de départ : démission, licenciement, départ en retraite etc.

Après avis du médecin du travail, l'administration de l'établissement concerné pourra ainsi délivrer une attestation d'exposition à un risque cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

Article 3.10 : Sollicitation globale du psychologue

Le ou la psychologue du travail, membre à part entière de l'équipe pluridisciplinaire (cf article 2) intervient dans différentes situations : gestion de conflit, médiation, soutien psychologique. Son rôle est de favoriser le travail d'équipe et de réduire les situations de tension. Son intervention peut être individuelle, collective, ou individuelle et collective. Il/elle intervient sur des actions concrètes d'amélioration des conditions de travail.

Il revient au médecin du travail de choisir ou non de solliciter le psychologue.

Article 3.11 : Sollicitations ponctuelles du psychologue

Le ou la psychologue du travail pourra être sollicité de manière ponctuelle :

- pour des accompagnements personnalisés individuels ou collectifs (sur un service) d'agents en souffrance pour permettre un maintien dans l'emploi. L'enjeu premier est de retrouver un mieux-être au travail ;
- pour participer à la commission de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ou en longue maladie.

Article 3.12 : Sollicitations ponctuelles de l'ergonome

Comme précisé à l'article 2 susvisé, l'offre du candidat précisera obligatoirement le ou les ergonomes partenaires de cette équipe pluridisciplinaire. Cet ergonome pourra notamment être sollicité pour des études de postes ou avis sur des commandes de mobilier sur mesure.

Article 4 : Lieu d'exécution des prestations

Les prestations s'effectueront uniquement sur site en présentiel ou dans les locaux de la médecine du travail du prestataire.

Le médecin, le psychologue pourront disposer d'un bureau dédié aux consultations. A défaut, les agents se déplaceront au centre/service médical pour la consultation médicale.

L'ergonome pourra accéder aux différents campus, bureau, afin de pouvoir effectuer son bilan et analyse du poste de travail. Un bureau sera mis à disposition durant le temps de la visite et de l'entretien avec l'agent ou l'agente concernée par cet aménagement de poste.

L'exécution des prestations sur ce lieu est obligatoire pour le titulaire.

Tous les déplacements seront compris dans le tarif de la prestation et ne pourront donner lieu à une tarification supplémentaire.

En cas d'indisponibilité du médecin ou à titre exceptionnel, les téléconsultations seront envisageables, reste à déterminer les motifs de consultation.

Article 5 : Modalités d'exécution pratique des prestations

Article 5-1 : Convocations et calendrier d'exécution

La convocation des agents aux visites médicales s'effectue par le prestataire en coordination avec les services des ressources humaines des campus et de la Direction des Ressources Humaines.

Le titulaire devra proposer un calendrier de réalisation de ses missions, notamment des examens médicaux, à chaque campus. Les visites régulières décrites aux articles 3-1 et 3-2 devront donc être programmées par le titulaire.

Pour faciliter ce travail d'élaboration du calendrier des examens médicaux, chaque campus fournira une liste des personnels mise à jour au titulaire selon ses propres périodicités. La liste des correspondants par établissement sera également transmise au titulaire à la notification du marché.

Article 5-2 : Disponibilité et gestion des demandes

Le titulaire devra décrire les modalités de demande d'entretiens médicaux. Toute plateforme de réservation en ligne proposée sera appréciée, mais n'est pas obligatoire.

Le prestataire doit être joignable du lundi au vendredi, par téléphone et par courrier électronique, a minima de 9h à 17h30.

Le titulaire met en place des moyens humains suffisants pour que chaque campus dont la direction générale, puisse lui adresser à tout moment, les demandes d'intervention qui s'imposent. Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens lui permettant de garantir la qualité des prestations réalisées ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché.

Article 5-3 : Délais d'exécution

Chaque bon de commande déterminera le délai d'exécution souhaité pour la prestation demandée.

À défaut, toute demande doit obtenir :

- une réponse dans un délai de 5 jours calendaires ;
- une intervention dans les trois semaines suivant la demande.

En cas d'urgence explicitement précisé au titulaire, toute demande doit obtenir :

- une réponse dans un délai de 24 heures ;
- une intervention dans la semaine suivant la demande.

En cas de non-respect de ces délais, des pénalités de retards seront appliquées conformément aux dispositions afférentes du cahier des clauses administratives particulières.

Article 5-4 : Obligation de discrétion professionnelle

Il est rappelé au titulaire que son personnel est tenu à l'obligation de réserve et au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits, informations, études dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'interdit toute communication de toute forme et toute remise de documents à des tiers sans l'accord explicite et écrit de l'établissement concerné.

Article 5-5 : Gestion des données médicales

Un dossier médical en santé au travail (DMST), constitué par le médecin du travail, retrace dans le respect du secret médical les informations relatives à l'état de santé du travailleur, aux expositions auxquelles il a été soumis ainsi que les avis et propositions du médecin du travail.

Le dossier contient notamment une copie des éventuels avis médicaux d'aptitude ou d'inaptitude émis par le médecin du travail.

Le titulaire du présent marché a l'obligation de réaliser ce DMST pour chaque agent, ou récupérer et reprendre tous les dossiers médicaux déjà existants pour les agents des différents établissements.

Le dossier médical peut être papier ou dématérialisé. Si ce dossier médical est en version papier, le titulaire sera responsable de sa garde et son archivage.

Le titulaire précisera s'il propose une application de stockage des données médicales ou un processus de gestion des dossiers médicaux.

Dans un délai de 30 jour calendaire à compter de la fin du présent marché public, le titulaire devra obligatoirement restituer tous les dossiers médicaux des agents à l'établissement concerné.

Article 5-6 : Protection des données personnelles

Le titulaire du présent marché a l'obligation de respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) lors de la collecte et du traitement des données personnelles des agents.

Un contrat de sous-traitance des données personnelles devra être conclu entre le titulaire et l'ENSAM avant toute collecte et traitement de données à caractère personnel.

Ce traitement doit être limité au strict nécessaire pour l'exécution des missions et activités demandées au titulaire. Ainsi, pour chaque typologie de données dont la collecte est impérativement nécessaire, les finalités de traitement ainsi que la justification du besoin de collecte/traitement devront être indiquées par le titulaire dans sa réponse à l'appel d'offre.

Des mesures de sécurité et de protection pour les données collectées et traitées devront être mises en œuvre afin d'assurer un niveau de protection adéquat des données personnelles, telles que des procédés de minimisation, d'anonymisation, ou encore de conservation limitée.

De manière générale, le titulaire doit garantir la confidentialité et la sécurité des données. Les données ne doivent notamment pas être transférées en dehors du territoire français ou être communiquées à des personnes non habilitées à les traiter, et ne doivent être accessibles qu'aux seules personnes strictement nécessaires au regard des finalités déterminées.

Le titulaire devra permettre à l'ENSAM de maîtriser les données sous réserve des obligations légales du titulaire, à des fins d'extraction, de modification et de suppression, afin de faciliter l'exercice par

les agents de leurs droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation ou encore d'opposition auprès de l'ENSAM.

Le titulaire doit permettre à l'ENSAM de fournir l'ensemble des informations obligatoires aux personnes concernées par le traitement en application de l'article 13 du RGPD avant toute collecte de données personnelles.

Le titulaire doit disposer d'un délégué à la protection des données (DPO) en interne et s'engager à se tenir à la disposition de l'ENSAM pour la complétude de son registre de traitement des données, pour la réalisation des notes d'informations à destination des personnes concernées, et pour la réalisation le cas échéant d'une analyse d'impact liée à la prestation.